



Le ministre cubain des Affaires étrangères dénonce la manipulation politique du programme brésilien « Plus de Médecins »



Guatemala, 17 novembre (RHC)- Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez, a qualifié d'inacceptable la manipulation politique, par le président élu du Brésil, Jair Bolsonaro, des programmes humanitaires et des causes sacrées comme le droit à la santé.

Dans des déclarations à la agence de presse Prensa Latina et à la chaîne multinationale Telesur, Bruno Rodríguez a réaffirmé que toute la responsabilité de la décision de Cuba de ne plus participer au programme brésilien « Plus de Médecins », revient à l'attitude dégradante adoptée par les nouvelles autorités envers les spécialistes de la plus grande des Antilles.

« Il est insultant et surprenant que Jair Bolsonaro ait appelé les femmes cubaines médecins, « des femmes vêtues de blanc », et qu'il ait parlé d'imposer des conditions complètement inacceptables qui violent les accords signés entre l'Organisation Panaméricaine de la Santé, le Brésil et Cuba » a souligné le chef de la diplomatie cubaine.

Bruno Rodríguez a également considéré comme indignant le qualificatif d'esclaves donné au personnel médical cubain. Il a ajouté que de telles positions auront des implications douloureuses pour des millions de familles brésiliennes ayant des bas revenus auxquelles nous exprimons toute notre solidarité », a-t-il signalé.

Il a rappelé que plus de 8 000 praticiens cubains travaillent au Brésil et pas précisément dans les grandes villes, dans les plages de Rio de Janeiro ou dans les zones résidentielles de Sao Paulo ou Brasilia mais dans le Nord semi-aride, dans les districts ruraux, en particulier dans les communautés indiennes où ils garantissent l'attention à plus de 90% de cette population » a



précisé le ministre cubain des Affaires étrangères.

Bruno Rodríguez a ajouté que le prochain gouvernement du Brésil n'a la moindre autorité morale pour mettre en cause Cuba dans aucun domaine : ni dans celui de la coopération médicale internationale ni dans celui des droits humains.